

## L'Académie du renseignement : une occasion manquée ?

LEMONDE.FR | 30.09.10 | 09h08 • Mis à jour le 30.09.10 | 09h09

**D**epuis son élection, le président Sarkozy a fait montre d'une intense activité réformatrice dans le domaine du renseignement : la publication du *Livre blanc* sur la défense et la sécurité nationale, la création de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) et du Conseil national du renseignement (CNR) en constituent les éléments les plus manifestes.

Le décret du 13 juillet portant création de l'Académie du renseignement a pour vocation d'ajouter un facteur supplémentaire de cohérence à ce que l'on pourra désormais nommer la Communauté française du renseignement. Le service, qui entre en activité à la fin de ce mois, a été placé auprès du premier ministre et aura en charge la formation du personnel des services de renseignement et de sécurité ainsi que la "*diffusion de la culture du renseignement*".

D'aucuns, considérant la tutelle hiérarchique ainsi établie, pourraient affirmer qu'il s'agit d'un contrepoids à la présidentialisation du renseignement que nous avons déjà mise en exergue, et que le premier ministre se retrouve à nouveau dans la boucle décisionnelle. Ce serait oublier que le coordinateur national du renseignement, l'un des plus proches collaborateurs du chef de l'Etat, préside le comité d'orientation et d'évaluation de l'Académie. En réalité, la géographie administrative du nouveau service révèle les limites constitutionnelles de l'activisme présidentiel.

En effet, le premier ministre n'a été choisi comme autorité de tutelle qu'en raison de sa qualité de chef de l'administration, de pourvoyeur de crédits et de personnel (rappelons que l'Elysée n'a aucun pouvoir sur l'administration française et, par conséquent, ne saurait se dispenser totalement du concours du chef du gouvernement). La lecture présidentialiste hypocrite de Nicolas Sarkozy le conduit à user et abuser du premier ministre (et de ses services) sans lui concéder la moindre once d'autorité en matière de renseignement.

À dire vrai, François Fillon s'est accoutumé à ce genre d'humiliation puisque le CNR, pièce maîtresse dans la prise directe de pouvoir élyséen sur le renseignement, a été rattaché "*pour sa gestion administrative et financière*", par le décret du 22 mars relatif à la gestion administrative et financière de la coordination nationale du renseignement, au Secrétariat général du gouvernement, donc à Matignon. Néanmoins, d'autres ministères jouissent de larges moyens administratifs et financiers et auraient pu sans peine abriter la nouvelle structure ; cet élément renforce plus encore l'hypocrisie par nous dénoncée puisqu'il fait émerger le constat selon lequel, au sein du gouvernement, le premier ministre représente l'instance idoine pour coordonner et gérer le renseignement grâce à son autorité administrative et à son pouvoir d'arbitrage. Son actuelle marginalisation, hormis pour les questions d'intendance, ne trouve donc aucune justification autre que la volonté de pouvoir sarkozienne.

Par ailleurs, si l'on prenait le parti de remiser ces problèmes institutionnels pour s'attacher à l'étude du fonctionnement prévu de l'académie du renseignement, on éprouverait une certaine déception. En effet, dans sa structure actuelle, l'académie du renseignement n'apporte pas de novation substantielle ; elle recouvre les mêmes missions que l'Ecole de guerre, à savoir, permettre à des éléments de différents services de communiquer entre eux dans le cadre d'une formation continue ; en outre, elle paraît frappée au coin du modèle bureaucratique.

Cantonner l'académie du renseignement à la seule formation initiale et continue des professionnels du renseignement génère une véritable frustration ; l'objectif serait en soi louable s'il s'accompagnait, en parallèle et de manière étanche, d'un véritable souci de promotion de la culture française du renseignement (figurant pourtant au rang des objectifs poursuivis). Pour ce faire, il conviendrait de compléter le cursus des agents par une série de sessions en compagnie de chefs d'entreprises, d'universitaires, d'hommes politiques, de journalistes... de tous ceux qui ont intérêt à recevoir cette culture du renseignement et qui sont en capacité de la diffuser à l'ensemble de la population. La structure que nous préconisons n'a pas germé *ex nihilo* dans notre esprit, elle correspond, en partie, à l'excellent modèle de l'Institut des hautes études de défense nationale.

### UN INSTRUMENT DE POUVOIR OU UN INSTRUMENT DU POUVOIR ?

Car la diffusion d'une culture française du renseignement (la création devrions-nous dire tant celle-ci paraît balbutiante) constitue un enjeu majeur ; les Britanniques ont démontré avec force que la profonde continuité établie entre les services de renseignement, les élites politiques et la population concourt au rayonnement tant de leur modèle politique qu'économique et culturel. Outre-manche, le renseignement se nomme "*intelligence*", il ne rebute ni les diplomates, ni les chefs d'entreprises, ni les citoyens ; il ne souffre pas de la réputation d'"objet sale", mais jouit de l'image d'une arme supplémentaire pour défendre les institutions, la création d'entreprise, les dépôts de brevets... En Europe, des pays qui accusaient un retard considérable en la matière ont réalisé des pas de géants ; c'est notamment

le cas de l'Espagne qui a érigé la diffusion de la culture du renseignement en priorité nationale, assortie de crédits, de partenariats avec les universités et les entreprises.

En revanche, en France, rares sont les chefs de PME qui peuvent se vanter d'entretenir des contacts étroits avec la DCRI afin de participer à des missions d'intelligence économique, uniques les universitaires ou les hommes politiques qui jugent sain de se pencher sur cette administration grise. La population se souvient-elle d'autre chose que du *Rainbow Warrior*, de l'affaire Clearstream... ? Plus qu'un effort de pédagogie, nous devons abandonner nos préventions pour comprendre les bénéfices que nous pouvons tirer de l'établissement de passerelles avec les services de renseignement. Or, l'académie du renseignement pourrait, en accueillant le large public que nous évoquions, jouer ce rôle fondamental.

Un tel objectif suppose une transmission particulière du savoir et de l'expérience ; il ne s'agit pas de créer un corps professoral, de nouvelles sinécures à distribuer ; il faut au contraire abolir la hiérarchie sachant/apprenant, prôner l'adaptabilité et la rotation des intervenants (universitaires, chefs d'entreprises, journalistes, hommes politiques..., français et étrangers) auxquels viennent s'associer les "sages" (élément inhérent au principe d'académie), c'est-à-dire les anciens des services de renseignement et de sécurité. A ce titre, on ne peut que déplorer la composition actuelle du Comité d'orientation et d'évaluation où seuls comptent les représentants des administrations concernées.

Cet ensemble d'individus, ciment de l'académie, devra avoir à cœur de s'intéresser tant aux connaissances classiques qu'à celles négligées ou ignorées (histoire du renseignement...), tout en ayant conscience que toute transmission de savoir concerne déjà le monde d'hier. Le savoir n'est pas une fin en soi mais un pré-requis.

En substance, la création de cette Académie du renseignement constitue un défi majeur : il s'agit de se lancer à la recherche d'un modèle français qui soit viable dans un monde multipolaire peuplé d'hyperpuissances et de puissances en devenir. Et ce défi, nous serions capables de le relever si l'on cessait de considérer le renseignement comme un instrument de pouvoir et le traitions enfin comme un instrument du pouvoir.

**Floran Vadillo, politologue, spécialiste des questions de renseignement**